

Délibération n°2014/522
Séance du 10 décembre 2014

SERVICE REGULIERS ROUTIERS DE VOYAGEURS EN ÎLE-DE-FRANCE

AVENANT N°12 AU CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 2

RESEAU « TRA »

Le conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France,

- VU** le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-6 et R.1241-1 et suivants ;
- VU** l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France ;
- VU** le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
- VU** le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;
- VU** la délibération n° 2006/1161 du 13 décembre 2006 portant adoption d'un nouveau cadre contractuel avec les entreprises privées d'Ile-de-France, au sens de l'article 6 bis du décret du 7 janvier 1959, de transport régulier routier de voyageurs ;
- VU** le contrat d'exploitation entre le STIF et l'entreprise TRA signé le 23 décembre 2008 ;
- VU** les délibérations 2009/1016 du 9 décembre 2009, 2010/0110 du 17 février 2010, 2010/0301 du 2 juin 2010, 2010/0785 du 8 décembre 2010, 2011/0805 du 5 octobre 2011, 2011/0966 du 7 décembre 2011, 2012/0041 du 8 février 2012, 2012/0404 du 13 décembre 2012, 2013/0249 du 10 juillet 2013, 2014/0073 du 5 mars 2014 et 2014/327 du 2 juillet 2014 approuvant les avenants n°1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 au contrat d'exploitation entre le STIF et l'entreprise TRA ;
- VU** le rapport général n°2014/466 et 506 à 530 ;
- VU** les avis de la Commission de l'offre de transport du 4 décembre 2014 et de la Commission économique et tarifaire du 5 décembre 2014 ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'approuver l'avenant n°12 au contrat d'exploitation de type 2 pour le réseau « TRA » joint à la présente délibération ainsi que l'ensemble de ses annexes.

ARTICLE 2 : d'autoriser la directrice générale à signer ledit avenant et ses annexes avec la société « Transports Rapides Automobiles » (TRA) ;

ARTICLE 3 : La directrice générale est chargée de l'exécution de la présente délibération, et notamment de la mise à jour du plan régional des transports. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du syndicat des transports d'Ile-de-France.

Le président du conseil
du Syndicat des transports d'Ile-de-France

Jean-Paul HUCHON



**AVENANT N° 12
au
CONTRAT DE TYPE II
TRA – 002 001 293**

Le présent avenant est établi entre :

Le Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF), Etablissement public à caractère administratif régi par l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée et le décret n° 2005-664 du 10 juin 2005, dont le siège social est situé au 41 rue de Châteaudun, 75009 Paris, représenté par Sophie Mougard en sa qualité de directrice générale, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération du Conseil en date du 10 décembre 2014.

Ci-après dénommé le « STIF »,

d'une part,

ET

La Société Transports Rapides Automobiles (T.R.A), société par actions simplifiée au capital de 1 400 000 €, inscrite au RCS de Bobigny (n° SIREN 618 200 380 / n° SIRET 618 200 380 00102), dont le siège est situé 241, Chemin du Loup à Villepinte, représentée par son Président, Monsieur Jean-François CHIRON.

Ci-après dénommée « L'Entreprise »,

d'autre part,

Le STIF et L'Entreprise étant ci-après désignés conjointement les « Parties ».

Préambule

Les parties ont signé le 23/12/2008 un contrat d'exploitation approuvé par le Conseil d'administration du Syndicat en séance du 10 décembre 2010.

Le contrat a fait l'objet des avenants suivants :

- Avenant n°1 voté le 09/12/2010, ayant pour objet : modification d'offre sur les lignes 609-610-615-617 et modification formule d'actualisation ;
- Avenant n°2 voté le 17/02/2010, ayant pour objet : contribution C2 modifiée en C21 et C22, modification article fiscalité ;
- Avenant n°3 voté le 02/06/2010, ayant pour objet : politique de la ville ;
- Avenant n°4 voté le 08/12/2010, ayant pour objet : substitution CET à taxe professionnelle, redevance gare de Chelles ;
- Avenant n°5 voté le 05/10/2011, ayant pour objet : subvention des véhicules, réemploi et complément d'offre ;
- Avenant n°6 voté le 07/12/2011, ayant pour objet : modification des règles de calcul liées aux recettes reconstituées ;
- Avenant Générique G1 voté le 06/07/2011, ayant pour objet les sujets tarifaires, la mesure du trafic et la vente à distance ;
- Avenant n°7 voté le 07/02/2012, ayant pour objet : modification d'offre sur la ligne 644, contribution aux frais de la gare routière de Paris Nord 2 – Parc des Expositions ;
- Avenant n°8 voté le 13/12/2013, ayant pour objet : modification d'offre sur la ligne 603 et modifications contractuelles équivalentes à l'avenant générique G2 conclu pour l'ensemble des CT2 ;
- Avenant n°9 voté le 10/07/2013, ayant pour objet : modification d'offre sur les lignes 601, 602, 607, 620, 634 et 642 ;
- Avenant n°10 voté le 05/03/2014, ayant pour objet : suppression des lignes 680, 683, 684 et 686 ainsi que les modifications contractuelles équivalentes à l'avenant générique G3 conclu pour l'ensemble des CT2 ;
- Avenant n°11 voté le 02/07/2014, ayant pour objet : renfort de l'offre sur les lignes 602, 613, 616 et 627, ainsi que la suppression de la ligne 614 et une modification du PPI.

Afin de prendre en compte les évolutions intervenues dans le cadre du fonctionnement du réseau, il apparaît aujourd'hui nécessaire de passer un avenant au contrat d'exploitation de type 2 susvisé.

Ces modifications concernent l'évolution du PPI afin de faire rentrer au parc des véhicules hybrides en lieu et place de véhicules diesel.

EN CONSEQUENCE IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Pièces contractuelles modifiées

Les annexes circonstanciées ayant fait l'objet de modifications sont annexées au présent avenant.

Elles annulent et remplacent les annexes circonstanciées adoptées lors de l'approbation initiale du contrat d'exploitation susvisé et de ses avenants.

Les annexes circonstanciées visées sont :

- Annexe D7 : Protocole de suivi des technologies alternatives au diesel

- Annexe F4bis : Subvention CT2

Article 2. Entrée en vigueur et notification

L'avenant N°12 prend effet à compter de sa notification. Il est conclu pour la période comprise entre le 11 décembre 2014 et le 31 décembre 2016.

Fait à Paris, en 1 exemplaire plus 1 par entreprise signataire, le

Pour le Syndicat des transports
d'Ile-de-France,
Pour la Directrice générale et par délégation

Pour l'entreprise

**La Directrice de l'exploitation,
Catherine Bardy**